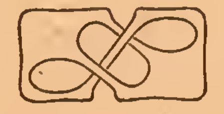
Edition de l'AVENIR, Revue du Socialisme



# La GUERRE
ET LA
# Politique
DU
# Parti Socialiste français

par J. LEBAS
Maire de Roubaix



*En Vente : à la* **Librairie de l'« Humanité »**, *142, rue Montmartre.*
— *à la* **Fédération Nationale des Coopératives de Consommation**, *208, rue Montmartre.*

# L'AVENIR

## *Revue du Socialisme*

Publiée par : Paul Aubriot, Hubert Bourgin, André Bruckère, Marcel Cachin, Pierre Dormoy, Jacques Dreyfus, Cleuet, Ernest Lafont, Gaston Lévy, Ph. Landrieu, André Morizet, Marius Moutet, Ernest Poisson, Paul Ramadier, Henri Sellier, J.-B. Séverac, François Simiand, P. Waseige.

Avec le concours et la collaboration de :

Albert-Thomas, Gr. Alexinsky, Vincent Auriol, Bidegaray, Bled, Léon Blum, Bracke, L. de Brouckère, F. Brunet, Compère-Morel, Daudé-Bancel, Dr Doizy, Doumenc, Louis Dubreuilh, Charles Dumas, Pierre Dumas, Emile Durkheim, A.-V. Eisenstadt, A. Fabra Ribas, Fiancette, Fourment, Edouard Fuster, Groussier, H. Guernut, Jules Guesde, Halbwachs, Pierre Hamp, L. Héliès, Hubert-Rouger, N. Iordansky, B. Kritchewsky, Jouhaux, P.-G. La Chesnais, Bernard Lavergne, Lebas, Emmanuel Lévy, Lévy-Bruhl, J. Locquin, A. Luquet, Marcel Mauss, Edgard Milhaud, Alfred Nast, A. Picart, G. Plekhanov, Georges Renard, Pierre Renaudel, L. Rosenthal, G. Rouanet, Th. Ruyssen, Saint-Venant, Marcel Sembat, Jean Sigg, Emile Vandervelde, Alex. Varenne, Adrien Veber, Georges Weil.

*Les collaborateurs, conservant toute leur indépendance, restent seuls responsables de leurs articles. La Revue ne saurait être engagée que par les articles signés « L'AVENIR ».*

### ABONNEMENTS

| | | | |
|---|---|---|---|
| France, Tunisie et Algérie | Un An : 10 Fr. | Colonies et Autres pays | Un An : 12 Fr. |

Prix du Numéro : 1 Franc.

### POUR TOUT CE QUI CONCERNE :

*LA RÉDACTION*

S'adresser à

J.-B. SÉVERAC

12, rue de Belzunce, PARIS (10e)

[Le délégué à la rédaction reçoit le mercredi de 4 h. à 6 h.]

*L'ADMINISTRATION*

S'adresser à

E. POISSON

139, Avenue Parmentier, PARIS (10e)

Téléphone { NORD **45-27** / NORD **48-30**

# La Guerre et la Politique du Parti Socialiste français

Depuis plus de deux ans la France est engagée dans la plus horrible des guerres que le monde ait vues. Cette guerre qu'elle n'a pas voulue, qu'elle a tout fait pour éviter, exige d'elle des sacrifices énormes en argent et surtout en vies humaines. Mais si lourds soient-ils, elle les continuera jusqu'à ce que les responsables de ses malheurs soient battus, punis et mis dans l'impossibilité de nuire plus longtemps à leurs propres peuples et à l'humanité.

Faut-il une fois de plus faire la preuve des culpabilités ? La démonstration n'est-elle pas superflue au bout de 24 mois de guerre ?

Nous estimons qu'on ne répètera jamais assez, qu'on n'apportera jamais trop de preuves à l'appui de l'accusation lancée depuis le début des hostilités : *ce sont les gouvernements impériaux de Vienne et de Berlin qui ont déchaîné la guerre sur le monde ; c'est eux qui sont responsables de tout le sang humain versé.* Plus cette conviction sera profonde dans le peuple français et dans les peuples alliés, et plus ils comprendront que les plus grands efforts doivent être faits pour avoir raison d'ennemis qui n'ont pas reculé devant les conséquences terribles de leur politique impérialiste froidement menée jusqu'à son terme fatal : la guerre mondiale.

On nous dira peut-être : La responsabilité que vous

de l'indépendance de son pays. Cependant le gouvernement serbe ne répondait pas par un non catégorique sur ces deux points puisqu'il disait : « Le gouvernement royal serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt, comme toujours, à accepter une entente pacifique, en remettant cette question soit à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux grandes puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 18/31 mars 1909. »

Ainsi donc la Serbie satisfaisait presque complètement aux exigences inouïes de l'Autriche, et pour les deux points restés en litige elle disait à sa puissante voisine : *je vous propose d'accepter la sentence arbitrale du Tribunal de la Haye ou la médiation des grandes puissances européennes.*

C'était on ne peut plus sage et l'on croyait à une solution pacifique du conflit quand on apprit avec stupeur que le 25 juillet (car le gouvernement serbe n'avait eu que 48 heures pour faire parvenir sa réponse) le gouvernement autrichien, mécontent de la note serbe, rappelait son ambassadeur : les rapports diplomatiques étaient rompus, la guerre était proche.

A ce moment critique, quelle fut l'attitude des gouvernements européens ? Ceux de Russie, de France et d'Angleterre intervinrent d'abord auprès de la Serbie pour qu'elle donnât les plus larges satisfactions possibles à l'Autriche et nous avons vu qu'ils y réussirent ; puis, s'adressant au gouvernement autrichien ils lui demandèrent de bien vouloir prolonger le délai de 48 heures accordé à la Serbie pour faire connaître sa réponse, afin de leur permettre une étude du conflit en vue d'une intervention conciliatrice.

*L'Autriche répondit brutalement par un refus non motivé.*

Il est à remarquer que le gouvernement allemand

n'intervint pas auprès de son allié pour obtenir la prolongation demandée par les trois autres.

Suivons bien les évènements.

Le 27 juillet 1914, Sir Edward Grey, ministre anglais, propose une conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France, d'Italie qui se tiendra sous sa présidence à Londres. Cette conférence aurait bien entendu pour objet la recherche de la solution pacifique du conflit austro-serbe. La France et l'Italie acceptent d'y participer. La Russie déclare par avance qu'elle se soumet aux décisions que prendra la conférence. *L'Allemagne et l'Autriche refusent, l'une de s'y rendre, l'autre d'accepter ses décisions, et le lendemain, 28 juillet, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie et mobilisait contre la Russie.*

Que dire de l'attitude du gouvernement allemand qui ne craint pas de se joindre au gouvernement autrichien pour rejeter une proposition dont l'adoption aurait sauvé la paix ? N'est-on pas fondé à croire qu'il veut, comme l'autre, déchaîner la guerre ? Mais sachons attendre pour prononcer un jugement définitif.

Le 29 juillet le ministre anglais Grey, d'accord avec le ministre russe, Sazonow, et Viviani, président du Conseil des ministres français, soumet à l'ambassadeur allemand une proposition à transmettre à l'Autriche, aux termes de laquelle l'armée autrichienne pourra occuper Belgrade et les environs comme gage d'un règlement satisfaisant pour elle, et les puissances européennes auront le temps d'intervenir entre elle et la Russie.

Eh bien ! le croyez vous ? *jamais cette proposition ne reçut de réponse du gouvernement d'Autriche.*

Le lendemain, 30, Sazonow, au nom de la Russie, propose à l'Autriche, par l'intermédiaire de Jagow, secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères, de reconnaître que la question austro-serbe est une question européenne, d'accepter d'éliminer de son ultima-

tum ce qui porte atteinte aux droits souverains de la Serbie, et la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires.

*Jagow repoussa cette proposition en disant qu'elle était « inacceptable pour l'Autriche ».*

Le 31 juillet, Sazonow, d'accord avec Grey et Viviani, fait une nouvelle proposition très satisfaisante pour l'Autriche : « Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement d'Autriche-Hongrie, sans laisser porter atteinte à ses droits d'Etat souverain et à son indépendance, — la Russie s'engage à conserver son attitude expectante. »

*A cette proposition l'Autriche et l'Allemagne n'ont pas répondu.* Pourquoi ? Parce que l'accepter c'était solutionner pacifiquement le conflit, et la rejeter, c'était montrer au monde qu'on voulait la guerre. Mais le silence conservé par les deux gouvernements criminels est aussi accusateur que le refus qu'ils n'ont pas osé donner.

Dès lors les événements devaient suivre leur marche inexorable.

Devant la mobilisation générale en Autriche et l'attitude très louche des gouvernements des Empires du Centre, la Russie mobilise aussi. L'Allemagne proclame le danger de guerre et le 31 juillet, dans la soirée, elle envoie un ultimatum à la France et dans la nuit un ultimatum à la Russie.

Cependant on eut encore une dernière lueur d'espoir quand on apprit, avec quelle surprise joyeuse ! que l'Autriche faisait savoir qu'elle acceptait de discuter avec la Russie et les autres puissances sa note brutale à la Serbie. Mais l'Autriche à cette heure jouait la comédie

car elle devait savoir que les prétentions de l'Allemagne contenues dans ses ultimatums rendaient la guerre inévitable.

Le tzar répondit à l'empereur Guillaume le 1er août à midi qu'il comprenait la mobilisation des forces allemandes, mais qu'il espérait quand même que la paix serait maintenue. *Trois heures plus tard l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie, le 3 août à la France et sans tarder elle n'hésitait pas à violer la neutralité de la Belgique et du Luxembourg.*

La culpabilité de l'Autriche et de l'Allemagne éclate par ce simple et rapide exposé des faits ; elle est incontestable. Tandis que les gouvernements anglais, français, russe exercent une action forte et efficace sur le gouvernement serbe, font de multiples propositions de médiation à Berlin et à Vienne en vue d'une solution amiable, pacifique du conflit, *les gouvernements autrichien et allemand en repoussant ces propositions ou en n'y répondant pas, montrent une volonté évidente de guerre qui nous donne le droit de dire : Voilà ceux qui sont responsables de tous nos malheurs !*

## La politique du Parti socialiste français

La France attaquée, notre devoir était clair : nous devions comme un seul homme nous porter à son secours. (1) Ce devoir, le parti socialiste l'a rempli

(1) Ainsi que l'avaient décidé tous nos Congrès, à commencer par le Congrès national de Paris (1893) qui, à l'unanimité, s'exprimait comme suit :

« Le Parti ouvrier français, par l'organe de son XIe Congrès natio-
« nal, affirme plus haut que jamais la nécessité pour les prolétaires de
« s'organiser et d'agir internationalement contre l'internationale capi-
« taliste, gouvernementale et policière. L'exploitation du travail ne
« connait pas de frontières. L'affranchissement du travail ne saurait
« être poursuivi et obtenu que par-dessus les frontières supprimées
« entre les exploités de tous les pays. Mais, pas plus que la solidarité
« ouvrière n'exclut ou ne limite le droit et le devoir pour les ouvriers

depuis le début de la guerre sans arrière-pensée, avec dévouement et intelligence.

Ses élus votèrent à l'unanimité les crédits de guerre, crédits de défense nationale. Cet acte n'a pas besoin d'être justifié. A ceux qui, dans un élan unanime, répondaient avec enthousiasme à l'ordre de mobilisation, il fallait assurer les moyens matériels de combattre un ennemi qui menaçait notre pays, nos cités, notre foyer familial ; ces moyens, le vote des milliards réclamés par le gouvernement les lui accordait.

Puis, quand vers la fin d'août 1914, sous l'avalanche de forces allemandes considérables la France fut, après l'héroïque petite Belgique envahie ; quand l'ennemi menaça même la capitale du Pays, le Président de la République comprit qu'à cette heure critique il fallait faire appel au concours de tous les hommes représentant les forces républicaines et populaires. Et il demanda au parti socialiste de prendre sa place dans un gouvernement de défense nationale. Cette responsabilité nouvelle ne lui fit pas peur, et logique avec lui-même dans la politique que lui imposait une guerre d'agression, il délégua deux des siens, les citoyens Guesde et Sembat — plus tard le citoyen Thomas — au minis-

---

de se défendre contre des ouvriers traîtres à leur classe, la solida-
« rité internationale n'exclut ou ne limite le droit et le devoir d'une na-
« tion de se défendre contre un gouvernement, quel qu'il soit, traître
« à la paix européenne.

« *La France attaquée n'aurait pas de plus ardents défenseurs que les*
« *socialistes du Parti ouvrier*, convaincus du grand rôle qui leur est
« réservé dans la prochaine révolution sociale. »

Le Congrès national de Nancy (1907) du Parti socialiste unifié allait plus loin. A une immense majorité, par 251 voix contre 23, il « rappe-
« lait à la classe ouvrière de tous les pays qu'un gouvernement ne
« peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans attentat
« contre cette nation, sa classe ouvrière et aussi contre la classe ou-
« vrière internationale ; que la nation et sa classe ouvrière menacées
« ont le devoir impérieux de sauvegarder leur indépendance et auto-
« nomie contre cet attentat et le droit de compter sur la classe ou-
« vrière de tous les autres pays ».

tère (1). Allaient-ils collaborer à une politique de défense des intérêts de la bourgeoisie ? Le parti qui les avait envoyés à ce poste nouveau et élevé faisait-il abandon de sa tactique reposant sur la lutte des classes ? Point du tout, leur entrée dans le ministère signifiait simplement que le socialisme français avait conscience de la situation très critique dans laquelle se trouvait le pays du fait de l'invasion chaque jour plus menaçante ; qu'un grand effort partant de haut était nécessaire pour galvaniser les masses populaires et organiser une forte et nombreuse armée nationale capable d'arrêter l'ennemi et de le chasser. C'est ce qu'il dit dans le manifeste publié le 28 août : « Et d'abord, ils (les 2 délégués au Pouvoir) obtiendront que la vérité soit dite au pays.

« Ils maintiendront et développeront son courage et sa volonté de vaincre, en lui donnant confiance entière dans la sincérité gouvernementale.

« Ils poursuivront la levée en masse. Ils feront en sorte qu'aucune force, aucune bonne volonté ne demeure inutilisées.

« Ils vérifieront les ressources d'équipement, d'approvisionnement et d'armement qui existent dans nos places. Ils s'efforceront de les multiplier.

« Ils rendront chaque jour plus intense, par la collaboration de toutes les forces disponibles, la production des munitions et des armes. »

Voilà le mandat que nos trois ministres remplissent.

Dans le même esprit de défense nationale, le groupe

---

(1) « C'est à la suite d'une délibération régulière, c'est par une dé-
« cision mûrement pesée, que le Parti socialiste a autorisé deux de ses
« membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le
« nouveau gouvernement et qu'*il a fait d'eux ses délégués à la défense*
« *nationale*.....

« Bien plus, s'il s'était agi de l'ordinaire participation à un gouver-
« nement bourgeois, le consentement de nos amis, ni le nôtre, n'au-
« rait été obtenu. »

(Manifeste du 28 août 1914.)

des députés socialistes comprenant la lourde responsabilité qui pèse à cette heure sur le Parlement et le grand rôle qu'il doit jouer dans la guerre, ne cesse d'intervenir pour qu'il exerce un contrôle efficace et permanent sur l'emploi fait de nos forces de guerre, hommes et choses, et des ressources nationales. Si cela est parfois difficile à obtenir c'est parce que nous souffrons encore de la vieille organisation militaire dont la guerre a montré à tous ceux qui veulent voir l'insuffisance, les défauts et les vices.

L'activité de nos élus s'est encore manifestée pour la solution de tous les problèmes soulevés par la guerre. Nous ne pouvons pas, dans le cadre très restreint d'une petite brochure, exposer toutes les propositions et interventions socialistes ; un livre y suffirait à peine. Rappelons simplement qu'il prit nettement position dans les questions de loyers, de vie chère, de révision des marchés de guerre, de mise en valeur des terres non cultivées, etc.

Son unique préoccupation dans tous ses actes est d'accroître, d'intensifier nos moyens de défense et de combat et de maintenir nos populations militaire et civile dans un bon esprit de confiance dans le succès final. Car nous savons que le moral d'un peuple est un facteur important de victoire. Malgré la longue durée de la guerre, les sacrifices qu'elle exige, les misères qu'elle entraîne, notre nation montre un grand courage, elle s'arme de patience. Elle sait que la France est attaquée par un ennemi puissant qui met en question son indépendance, son existence même. Aussi toute faiblesse, toute défaillance doit être condamnée.

Surtout qu'on se garde bien de croire que notre sévérité est excessive.

## Ce que veut l'Impérialisme allemand

Contre qui sommes-nous obligés de nous défendre ? Contre un impérialisme, servi par un militarisme le plus fortement organisé du monde, qui poursuit, par sa guerre de conquête, une politique d'annexions. Aujourd'hui plus personne n'ignore que l'Allemagne réactionnaire et possédante veut étendre à l'est et à l'ouest les territoires de l'Empire. Il est vrai que le gouvernement allemand interdit les discussions publiques sur les buts de la guerre, sans doute pour ne pas faire connaître au monde les projets fous dont on s'entretient là-bas ; cependant les désirs annexionnistes sont si violents qu'on ne peut les contenir, et l'année dernière ils furent portés à la connaissance de Bethmann-Holweg et de l'Empereur. Six grandes associations industrielles et agricoles s'en chargèrent. Dans un mémoire qui devait rester secret, mais qui ne l'est plus, la *Ligue des agriculteurs*, la *Ligue des paysans allemands*, le *Groupement provisoire des Associations chrétiennes des paysans allemands*, l'*Union centrale des industriels allemands*, la *Ligue des industriels*, l'*Union des classes moyennes* déclarèrent que le développement de l'Allemagne n'était possible qu'à la condition d'annexer des territoires agricoles qu'on trouve en Pologne et en Russie et de mettre la main sur les régions industrielles que sont la Belgique, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, plus tout ou partie des départements des Ardennes, de la Meuse, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et le territoire de Belfort, en prenant « la ligne de la Meuse » pour limite.

Vous le voyez, nos ennemis victorieux ne seraient pas difficiles, ils se contenteraient de peu !

Il faut dire que ces volontés de conquête étaient se-

crètement exprimées l'an dernier, au moment où les armées allemandes semblaient inexpugnables en France et remportaient victoires sur victoires en Pologne et en Russie. Aujourd'hui le vent de la défaite commence à souffler avec l'offensive générale des alliés. Malgré cela, tous les partis bourgeois allemands se prononcent encore pour des annexions. Ils ne sont en désaccord que sur l'étendue des territoires à prendre. Les uns veulent plus, les autres moins, mais tous veulent l'agrandissement territorial de l'Empire.

Le gouvernement pendant longtemps se tint dans des généralités vagues, parlant de *garanties* devant assurer la protection et le développement de l'Allemagne, mais il se gardait bien de préciser. Cependant, à la séance du 5 avril dernier, le chancelier Bethmann-Holweg a daigné nous faire connaître les conditions de la paix allemande. Après avoir dit que l'Allemagne n'acceptera jamais de livrer à la Russie « les peuples qu'elle a libérés avec l'aide de ses alliés, entre la Baltique et les marais de Volhynie et qui s'appellent Polonais, Lithuaniens, etc.. » il ajouta — et ceci est de la plus grande importance : « Personne ne croira non plus que nous abandonnerons à l'Occident les territoires arrosés du sang de notre peuple, sans avoir pris toutes les garanties pour notre avenir. Nous nous assurerons des garanties réelles, de manière que la Belgique ne soit plus un Etat vassal de l'Angleterre et de la France, et ne soit pas organisée militairement comme un boulevard contre l'Allemagne. Là non plus le destin ne retourne pas en arrière. L'Allemagne ne peut pas, par exemple, abandonner à la domination des Belges la race flamande, longtemps opprimée. Mais elle lui assurera, sur la base de son langage flamand et de ses mœurs particulières, la possibilité d'un développement normal qui répondra à ses heureuses qualités naturelles. Nous voulons avoir des voisins qui ne se ligueront pas

de nouveau contre nous pour nous étrangler, mais avec lesquels nous pourrons travailler pour notre avantage réciproque. »

M. Bethmann-Holweg, parlant au nom du gouvernement impérial, a menti le 4 août 1914 quand il a dit que la France avait attaqué son pays. Pour tromper son peuple il a été obligé de recourir à la falsification des textes et au mensonge ; pour le maintenir dans l'erreur il est condamné à l'emploi des mêmes procédés. Son langage, le 5 avril, en est la preuve.

Voyez-vous l'impérialisme allemand se transformant en libérateur des peuples ? Le voyez-vous faisant des Lithuaniens, des Polonais russes, des Belges, autant de peuples libres ? Oui, libres à la manière des Polonais annexés à l'Empire et à qui l'Allemagne a interdit jusqu'à l'usage de leur langue nationale, contre qui elle a employé les procédés les plus violents, l'expropriation des terres y compris, tantôt pour les assimiler, tantôt pour les chasser ! Oui, libres comme les Alsaciens-Lorrains qui depuis l'annexion n'ont toujours connu qu'un dur régime d'exception !

Il ne faudrait surtout pas se méprendre sur le sens à donner aux déclarations du chancelier au sujet de la Belgique. En bon français elles signifient que le gouvernement allemand veut faire de notre petite voisine sa vassale d'abord, la dominer politiquement et militairement, pour l'annexer plus tard.

Ah ! la situation de M. Bethmann est bien difficile pour qu'il soit obligé de mentir au point de représenter la Belgique comme la vassale, la servante de la France et de l'Angleterre, alors que nous savons que ces deux Etats démocratiques n'eurent toujours que d'excellents rapports inspirés du respect le plus grand pour l'indépendance belge. Le gouvernement allemand aussi, lié par la signature de la Prusse, devait en être le gardien, mais ce gardien sans honneur, qui ne respecte rien, pas

même les traités qu'il signe, ne recula pas devant la violation de la neutralité du petit État qui avait droit à sa protection.

Ce contre quoi s'élève M. Bethmann, c'est que le roi des Belges, le gouvernement et le peuple belges aient fait preuve d'un grand courage, n'aient pas reculé, pour défendre l'indépendance de leur pays, devant une lutte inégale contre un puissant agresseur qui dévasta, qui accumula ruines sur ruines, qui assassina.

Eh bien ! il faut qu'il sache que jamais la France n'acceptera une paix qui ne restaurera pas l'héroïque Belgique, qui ne lui donnera pas une juste indemnité pour la réparation des préjudices énormes qui lui ont été causés par la violation de sa neutralité.

Tant que le gouvernement allemand n'abandonnera pas ses prétentions qui menacent l'existence même des nations, la France et ses alliés seront obligés de continuer la guerre pour se défendre d'abord, pour lui imposer ensuite une paix que seul un impérialisme qui poursuit la réalisation de son rêve de domination mondiale, même au prix d'une conflagration universelle, peut ne pas accepter.

— C'est donc la continuation des tueries en masse, dira-t-on peut-être ?

— Préférez-vous capituler devant l'ennemi le plus puissant et le plus dangereux que des nations indépendantes aient eu à combattre ? Non, sans doute. Alors, vous n'avez pas le choix des moyens. Vous avez été attaqués brutalement, vous vous défendez ; mais comment pourrez-vous empêcher l'agresseur de renouveler ses attentats contre votre vie ? Par la force, mais votre force est mise au service du droit des nations et il faut qu'elle abatte la force qui porte violemment atteinte à ce droit. C'est la condition première d'une paix que nous voulons solide et longue.

## Action diplomatique — Action de l'Internationale

Mais, nous fait-on observer, ne pourrions-nous pas atteindre ce résultat heureux par d'autres moyens, moins sanglants ? Par exemple, la diplomatie ne pourrait-elle nous le donner ? peut-être sortirait-il des délibérations des diplomates des pays belligérants et neutres ?

Si nous nous donnons la peine de répondre à cette puérile observation, c'est que nous l'avons parfois entendue.

Certes, la diplomatie a pu solutionner pacifiquement des différends qui se sont produits entre des États et nous en avons toujours été très heureux, mais cela fut possible parce que les gouvernements en cause étaient animés d'une volonté de paix. Le conflit austro-serbe aurait pu très facilement être solutionné à l'amiable ou par la médiation des grandes puissances, ou encore par le Tribunal arbitral international de La Haye. Seule la politique criminelle des gouvernements impériaux de Vienne et de Berlin ne le permit pas. Aujourd'hui, en pleine guerre, les diplomates d'Allemagne et d'Autriche ne pourraient qu'exprimer les volontés, les désirs de leurs maîtres et nous les connaissons suffisamment par ce qu'a dit le chancelier allemand et par ce que publient chaque jour les grands journaux réactionnaires et bourgeois des Empires centraux.

Tant que la France et les alliés n'auront pas vaincu le militarisme allemand, notre diplomatie ne pourra pas remporter la victoire, c'est-à-dire établir un traité de paix qui garantisse l'indépendance des nations et qui les mette à l'abri d'agressions semblables à celle dont nous avons été victimes.

Une autre voix nous dit : Plutôt l'Internationale ouvrière et socialiste se réunira, plus vite nous pourrons

mettre un terme à la guerre et travailler à l'établissement d'une paix acceptable pour tous.

Douce et, ajouterons-nous, dangereuse illusion !

L'*Internationale*, jusqu'en juillet 1914, a fait ce qu'elle a pu pour le maintien de la paix, mais elle a été impuissante pour empêcher le conflit austro-serbe de dégénérer en guerre mondiale.

Faut-il s'en étonner? Nullement puisque dans les grands Etats européens, pour ne parler que de ceux-là, le socialisme, s'il est une force avec laquelle les partis bourgeois et les gouvernements doivent parfois compter, il n'est nulle part encore en majorité. A l'état de minorité partout, il subit la guerre, mais il travaille pour que la paix qui en sortira lui crée des conditions qui lui permettront de se développer plus rapidement et de se réaliser. Plus loin nous dirons quelles sont ces conditions.

Cette *Internationale* qui voyait les dangers de guerre s'accumuler, grossir, mais qui ne put l'empêcher d'éclater, peut-elle, aujourd'hui, l'arrêter ? Reconnaissons franchement que non. Dans l'état où l'a mise la guerre elle ne saurait même pas, *actuellement*, exercer une influence, si petite soit-elle, sur les peuples des nations belligérantes. Et voici pourquoi.

Dans les années qui précédèrent la guerre, quand l'*Internationale* réunie en congrès examina les moyens à employer pour s'opposer efficacement à la guerre, toujours les résolutions adoptées le furent à l'unanimité. Il ne pouvait pas en être autrement. Si une seule section nationale s'était prononcée contre, la résolution perdait immédiatement toute valeur ; en effet, contre un péril international il est nécessaire que l'effort à faire pour le combattre soit dirigé dans le même sens.

Mais cette unanimité obligatoire et réalisable en temps de paix ne saurait plus se retrouver aujourd'hui. Le parti socialiste allemand, par son attitude, l'a rendue

impossible. Et d'abord, moralement, le parti socialiste français ne saurait avoir de rapports avec lui par une reprise des relations internationales.

Le 4 août, rompant avec sa vieille politique qui lui faisait répondre à toutes les demandes de crédits pour fortifier le militarisme allemand : vous n'aurez de nous pas un homme, pas un sou ! la représentation parlementaire social-démocrate votait à l'unanimité, moins l'abstention de Liebknecht, les crédits de guerre. Depuis, la grande majorité du groupe au Reichstag a persévéré dans cette attitude ; *elle continue à donner à l'Impérialisme allemand, au gouvernement responsable de la guerre les milliards qu'il réclame ; elle lui livre ainsi les armes et les munitions dont il a besoin pour continuer sa guerre de conquête.* Dans ces conditions, comment le parti socialiste français pourrait-il avoir des rapports avec lui ? C'est là, nous le répétons, une impossibilité morale.

— Mais, nous fait-on observer, il y a la minorité des 18 qui repousse les crédits de guerre, qui proteste contre les annexions réclamées par les pangermanistes.

— Nous ne l'ignorons pas et nous souhaitons ardemment que l'action menée par l'opposition socialiste devienne bientôt celle de tout le groupe. Cependant il faut bien reconnaître que la majorité socialiste ne prend pas le chemin qui y conduit ; elle est pour ainsi dire rivée au gouvernement dont elle soutient la politique de guerre.

La minorité allemande ne constitue pas un parti, elle est une fraction de la social-démocratie. Or, si l'Internationale se réunissait *en ce moment*, par qui serait représentée l'Allemagne socialiste ? Pas par le courageux Liebknecht ; peut-être la minorité aurait-elle quelques délégués, mais il est certain que la majorité impérialiste dominerait. Et avec elle que pourrions-nous faire de bon ? Ah ! certes, nous pourrions, avec le

Parti ouvrier belge, l'accuser de trahison avec faits à l'appui. Il est certain qu'une semblable réunion passerait toutes ses séances en violentes disputes. Aucun résultat heureux ne pourrait en sortir. Par contre, les dangers que courrait le socialisme français sont très visibles.

Au retour d'une réunion du Bureau socialiste international ou d'un Congrès international où nous aurions seulement abouti à exposer devant le monde nos profondes divisions, notre parti, vous le devinez facilement, ne serait pas accueilli en France par des acclamations. Tous les partis s'accorderaient pour lui dire : Comment ! vous avez osé vous réunir avec des hommes qui n'ont pas honte de se faire les défenseurs de la politique impérialiste du gouvernement allemand responsable de la guerre !

Ce grave reproche répandu dans tout le pays par les organes de tous les partis, du plus blanc au plus rouge, porterait. Pour la première fois depuis la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France une juste critique pourrait être adressée au parti socialiste français pour son attitude, pour sa faute. Et il en serait réduit à se justifier devant le pays, à chercher des raisons pour expliquer la présence de ses représentants à côté des représentants de la social-démocratie allemande. Certes, nous pourrions peut-être dire que nous voisinions Haase, Bernstein, Ledebour, mais on nous montrerait serrant la main à Scheidemann, à Sudekum, à David, à Heine, à Noske, à tant d'autres, hélas ! qui ont pris pour chef depuis le 4 août 1914 le chancelier Bethmann-Holweg.

Mis dans cette position fâcheuse, par notre propre faute, peut-on contester que nous aurions donné aux adversaires du socialisme une arme dangereuse dont ils n'hésiteraient pas à se servir, malgré « l'union sacrée » ? Eh bien, cela ne doit pas être, à aucun prix, Notre parti par son attitude, par ses actes toujours inspirés par la défense nationale a su s'imposer à tous ; il

a conquis dans le pays une grande autorité morale ; son influence est telle que parfois on surprend dans les autres partis des signes de crainte pour demain surtout. Ne les compromettons par aucune faute, car le moment approche où nous en aurons le plus besoin.

Oui, à l'heure de la discussion des conditions de la paix, nous devrons disposer de toute notre influence pour que le traité ne contienne aucune clause pouvant être un germe de conflit entre nations, pour qu'il établisse la paix de demain sur des bases solides. Mais si, par nos erreurs, par nos fautes nous nous sommes diminués, discrédités nous-mêmes, nous ne pèserons pas lourd dans la balance de la paix, et ce que nous aurons perdu aura été regagné par d'autres dont l'influence sera prépondérante. *Voilà l'immense danger qu'il faut absolument éviter dans l'intérêt même de la France, de la paix et du socialisme.*

## La Paix que nous voulons

Le Parti socialiste français a montré constamment qu'il avait une double préoccupation : d'abord porter à leur maximum les forces de combat et de victoire, ensuite établir les conditions de la paix de demain de façon à ce que notre pays et l'humanité soient garantis le plus efficacement possible contre toute guerre sanglante et ruineuse. Ces conditions sont énumérées dans le Manifeste qu'il adopta dans son congrès de décembre 1915. Il est nécessaire de les rappeler, car on ne saurait leur donner trop de publicité.

La première est la proclamation du droit à l'existence pour toutes les nationalités, grandes et petites, et par conséquent de leur indépendance. Ceci affirmé, il va de soi que la Belgique, la Serbie devront recouvrer tous leurs droits d'Etats libres et indépendants et être

mis en mesure de réparer les ruines causées par l'agression la plus brutale et la plus violente que nous ayions vue. D'autre part, l'Allemagne, en nous attaquant, a posé devant nous le problème de l'Alsace-Lorraine dont l'annexion a constitué une violation du droit des nations à la libre disposition d'elles-mêmes. Ce n'est pas parce que cette violation remonte à 46 ans qu'il n'y a pas lieu à réparation.

Qui peut contester qu'une nouvelle Europe qui s'inspirerait du respect des nationalités et où leurs droits seraient reconnus et hautement proclamés réduirait au minimum les risques de conflits ? Mais ici nous sommes en opposition absolue avec des théories émises, avec les prétentions affichées par le gouvernement allemand et la caste militariste allemande toute puissante. Pour eux l'indépendance des nationalités n'est que le droit pour la plus forte, pour la mieux armée d'attaquer les autres, de les dominer, de s'étendre, de grandir, de s'enrichir à leurs dépens. Il est évident qu'une paix favorable aux Empires centraux ne serait que la consécration de ces principes impérialistes et militaristes et que l'ère qui s'ouvrirait, loin de nous apporter une paix solide et longue ne serait qu'une ère de difficultés nouvelles nous annonçant des guerres nouvelles certaines par lesquelles la volonté de domination de l'Allemagne gouvernante et possédante s'exercerait encore au grand préjudice des autres nations de plus en plus en péril. Qui ne voit que dans ces conditions le monde vivrait avec la menace continuelle d'une agression toujours possible et que le militarisme refleurirait de nouveau partout, prenant le meilleur des ressources de chaque pays, le menant à la ruine pour le mieux défendre.

Ce n'est pas que nous carressions le rêve utopique de rendre impossible, immédiatement après la guerre actuelle, toute guerre future. Nous savons en effet que le capitalisme est une source de conflits de classes et de

nations et que tant qu'il vivra ceux-ci se produiront. Mais nous croyons qu'en ce qui concerne les différends entre Etats leur solution violente, guerrière, n'est nullement fatale, elle peut être pacifique dans l'intérêt même de tous les Etats intéressés. C'est ainsi que nous savons que dans le conflit austro-serbe, l'Autriche n'était nullement obligée de déclarer la guerre à la Serbie et de la déchaîner sur le monde, d'accord avec l'Allemagne, pour obtenir de très grandes satisfactions Alors, nous sommes logiquement conduits à chercher les moyens qui permettront le règlement amiable, pacifique des problèmes internationaux.

Le Parti socialiste dit : la paix prochaine devra établir un droit international qui servira de base à l'arbitrage des nations auquel les gouvernements recourront pour solutionner les questions sur lesquelles ils ne sont pas d'accord.

Ce moyen de solutionner dans la paix tous les conflits entre Etats sera certainement accepté, réclamé par l'unanimité de tous les peuples qui auront la guerre en horreur. Il sera presque une nécessité en raison des charges écrasantes qu'auront à supporter les peuples belligérants pour payer les énormes dépenses de guerre. *Ainsi, sous la pression populaire et par nécessité d'ordre financier, nous avons de fortes raisons de croire que la clause du réglement par l'arbitrage des nations de tous les différends et problèmes qui peuvent mettre en question la paix du monde aura sa place dans le prochain traité de paix.*

Sans exagérer l'importance des discours que prononcent les ministres hors des Parlements, on ne peut cependant contester la valeur de la déclaration faite par M. Asquith, le premier ministre anglais, quand il reçut, la 10 avril dernier, des parlementaires français à Londres : « Comme résultat de cette guerre, nous entendons instaurer ce principe que les problèmes internationaux

doivent être résolus au moyen de libres négociations, sur le pied de l'égalité entre les peuples libres, et que ce règlement ne sera plus jamais entravé ou influencé par les injonctions impérieuses d'un gouvernement qui est contrôlé par la caste militaire ». A son tour, quand le Président du Conseil des Ministres français reçut, le 20 mai dernier, une délégation de la Douma, il tint un langage qui mérite d'être rappelé : « Que répondrions-nous si demain, après avoir conclu une telle paix (qui laisserait l'agresseur impuni), nos pays étaient de nouveau entraînés dans une frénésie d'armements ? Que diraient les générations de l'avenir si nous commettions une pareille folie et si nous laissions échapper l'occasion qui s'offre à nous d'établir les bases solides d'une paix durable ?

« La paix sortira de la victoire des Alliés. Elle ne peut sortir que de notre victoire. La paix ne doit pas être une belle formule ; elle doit être basée sur un droit international garanti par des sanctions contre lesquelles aucun pays ne pourra se dresser. » Ainsi le ministre anglais dit que demain les problèmes internationaux devront être soumis à l'examen de toutes les nations qui les résoudront ; le ministre français dit que la paix devra reposer sur un droit international garanti par des sanctions très efficaces et que ce serait folie de lancer encore les peuples dans une « frénésie d'armements ». Très bien ! Nous ne pouvons qu'applaudir de semblables déclarations qui définissent, sans doute encore vaguement, le grand but que notre Parti assigne à la guerre.

La paix ainsi établie rend inutile un militarisme ruineux et dangereux à la fois pour elle-même et pour les peuples. C'est pourquoi il est juste de parler de la fin du militarisme prussien qui s'est imposé à l'Allemagne et qui est une arme terrible maniée par l'impérialisme de ce pays. *Mais il est évident qu'en le frappant on atteint du même coup le militarisme dans toutes les*

*grandes puissances du monde. On se fait difficilement à l'idée de sa ruine dans les Empires centraux et de son maintien dans les Etats alliés ; c'est là une impossibilité.*

## L'AVENIR

La paix telle que nous la voulons, solide et durable, ne peut-être obtenue que par la victoire de la France et de ses alliées, car on ne saurait un seul instant l'attendre des Etats agresseurs. Si ceux-ci obtenaient seulement un quart de satisfaction c'est-à-dire de victoire, leur appétit après la guerre ne ferait que grandir, leur ambition de conquête et de domination menacerait de nouveau l'indépendance des nations. Préoccupés avant tout de se défendre contre une invasion toujours possible, les peuples, et surtout le peuple français, vivraient dans un état de fièvre permanente qui les porterait à ne prêter qu'une oreille très distraite à la voix socialiste et syndicale qui leur rappellerait leurs intérêts de classe. Nous ne serions pas entendus, l'attention serait ailleurs, tournée vers l'ennemi tout puissant et toujours menaçant.

Avec la paix qui assurera la vie indépendante et libre aux nations grandes et petites, avec des garanties sérieuses qui les protégeront contre toute atteinte semblable à celle dont la Belgique, la Serbie et la France ont été les victimes, avec le fonctionnement de l'arbitrage international qui aura comme conséquence de permettre aux Etats de limiter, de réduire leurs armements, une ère nouvelle s'ouvrira pour toutes les classes ouvrières. Elles pourront, débarrassées des dangers d'hier, se mettre en toute liberté et avec ardeur au travail auquel le parti socialiste n'a cessé de les appeler : à leur éducation, à leur organisation. Elles seront ainsi en mesure de faire

valoir avec plus de force et de chances de succès leurs revendications économiques et politiques qu'elles n'ont jamais abandonnées; elles marcheront d'un pas plus sûr et plus rapide vers le grand but que le socialisme leur a montré : leur émancipation !

Juillet 1916



AURILLAC, IMPRIMERIE OUVRIÈRE, 3, RUE DU PRINCE.